

LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

ABONNEMENTS :

Trois mois 1 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.
Etranger : Un an 8 fr.

10 centimes le numéro.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL

PARIS. — 5, rue Rodier. — PARIS

ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ : RENÉ CHAUVIN

Les Annonces sont reçues

A la Société générale de Publicité
7, rue Drouot

SCIENCE & SAVANTS

Il serait pourtant temps, comme dit l'autre, au moment où des reporters, animés des meilleures intentions, vont demander à des intellectuels de marque leur avis sur le socialisme, de déclarer une fois pour toutes, notre opinion sur les notabilités en question, et d'expliquer au prolétariat (les autres importent peu ; leur fonction normale étant de ne pas comprendre) notre attitude à leur égard. Cela a déjà été fait, et pas plus tard qu'en ces années où se développa le socialisme scientifique, avec ses deux grands représentants, Marx et Lassalle, le premier donnant la méthode rigoureuse, le second la traduisant aussitôt en action.

Marx était le représentant de la philosophie et de la science allemande. Ainsi que son ami Engels l'a dit du socialisme contemporain, il était l'aboutissant de ce prodigieux effort de pensée qui commença le siècle. Or, dans le *Capital* on ne trouve qu'admiration pour la science et que mépris pour les savants, placés au niveau des fonctionnaires du système capitaliste, un peu au-dessus des courtisanes. De son côté, si Lassalle disait et de lui-même et du nouveau parti à qui il donnait la parole et la vie : « Nous combattons avec toute la science du monde » cela ne signifiait nullement : « avec tous les savants », car il passa sa vie à polémiquer contre tous les Schulze-Delitzsch et tous les Julian Schmidt de l'école libérale.

Qu'y a-t-il de changé depuis eux ? Ni la science, ni les savants. Si le fondateur d'une ligue à la côte mal-taillée s'est fait une renommée en brisant quelques lances sur la science, s'il s'est érigé en tribunal de commerce pour prononcer les faillites successives de la susdite, sa plainte n'est pas plus recevable devant la raison humaine que le panégyrique des Renan et Berthelot. La science est faite de méthodes ; c'est un instrument perfectionné par des siècles de labeur ; ce qu'elle produit est impersonnel, échappe au jugement momentané pour devenir fait et phénomène. C'est le réservoir, l'arsenal où le parti socialiste va chercher ses armes, mais il n'a pas à adorer l'idole que certains grands prêtres ont érigée dans le fond de la salle ; la science n'existe pas plus comme personne, que ne marchent les divinités fantasmiques que l'on appelle : Vérité ou Justice. Comme du Crédit, cet autre dieu de l'Olympe bourgeois, on peut dire d'elle : « Elles sont mortes ; les mauvais capitalistes les ont tuées ».

Les savants ne sont et ne peuvent être considérés comme tels que dans la mesure où ils se rapprochent de l'impersonnalité de la science dans leur laboratoire, dans leurs archives ; hors de là, ce ne sont que des intellectuels, longtemps entretenus par la classe bourgeoise au prorata des services rendus. Devant l'action, devant le courant énorme et violent des événements, ils sont fascinés — inférieurs à la fois au capitaliste qui prélève froidement et sciemment sa dîme sur la production, et au prolétaire, qui s'est fait une arme de sa misère même. S'ils veulent entrer dans les rangs des combattants, qu'ils payent comme les candidats à certaines écoles leur droit d'entrée ; qu'ils subissent les brimades et surtout qu'ils apprennent à faire l'exercice.

Une affaire récente montre très clairement les deux éléments qui constituent aujourd'hui l'être élevé à la température chaude des laboratoires ou des archives.

Lorsqu'il s'est agi d'examiner dans un procès des documents, de les critiquer, la méthode scientifique seule était en jeu et les savants ont fonctionné comme des ap-

pareils de précision. Mais enchantés des applaudissements qu'ils ont reçus, ils ont soudain cru qu'ils pourraient comprendre l'affaire où ils n'étaient consultés que comme experts. Et depuis ce temps, l'intellectuel qui dormait en eux s'est réveillé et a sévi.

Ce qui est vrai de cette affaire toute particulière s'applique à la question sociale plus complexe encore, qu'ils ont toujours voulu ignorer. Quand Saint-Simon et Fourier, armés de toute la science du dix-huitième siècle, ont enfoncé la hache de leur critique dans l'édifice déjà branlant de la société bourgeoise, les savants ont demandé : « que sont donc ces gens-là ? » Plus tard, Marx et Lassalle découvraient la science active, le levier qui devait faire basculer le régime capitaliste, la lutte des classes. A leur époque les Gladstone, les Darwin même, se contentaient de leur donner acte de leur effort ; aujourd'hui on est tout étonné lorsque la science officielle allemande après trente ans, finit par admettre qu'après tout, leurs théories n'étaient pas complètement fausses et qu'elles avaient du bon.

C'est que pour la lutte sociale il n'est nullement nécessaire de révolutionner la science ; nous la trouvons très bien telle qu'elle est ; ses instruments de contrôle sont excellents, sa méthode est incomparable. — Quand les savants ne font qu'un avec la science, rien de mieux ; ce sont des fabricants d'instruments de précision, dont on ne peut trop louer l'habileté. Mais surtout, qu'ils ne s'avise pas, sous prétexte qu'ils sont bons dans leur spécialité, de vouloir sortir de leur atelier : les révolutionnaires bourgeois, jadis se débarrassèrent de l'intellectuel Lavoisier, savant mais gênant.

Notre ami Gabriel Deville, dans son excellente brochure sur l'*Anarchisme*, a expliqué la féture de savants comme Reclus et Kropotkine, fraternisant avec les compagnons anarchistes. Des événements récents viennent ajouter de nouvelles preuves à sa thèse : d'un côté des littérateurs à la Faguet veulent redresser l'arbre du patriotisme qui a fléchi ; dans la ligue d'en face, M. de Pressensé tente de reconstruire l'âme française. Intellectuels des deux côtés.

Les savants sont donc incapables à l'heure qu'il est de voir clair. Quand le milieu aura été transformé par le prolétariat trop pressé d'accomplir son œuvre historique pour essayer de servir de tuteur à ces vieilles plantes desséchées et branlantes, qu'on appelle justice ou patriotisme bourgeois, alors les savants se transformeront comme les autres objets : ils seront purgés de leur intellectualisme. C'est le service que nous voulons leur rendre, en leur ôtant dès maintenant toute illusion au sujet de leur utilité dans la présente crise. La science, instrument d'émancipation, sera demain la grande régulatrice de la société communiste.

BONNIER.

Réponse à un Revenant

Il paraît que le Fourierisme, loin de s'éteindre, acquiert tous les jours des forces nouvelles et jouit d'une vie exubérante, telle, qu'on peut craindre, ma foi, qu'il ne crève de santé.

C'est l'impression ressentie à la lecture d'un article signé Ledrain, et paru, l'autre semaine, en bonne place, dans le journal d'Alphonse Humbert.

Ah ! le bon billet que nous envoie M. Ledrain et que les choses y sont gentiment dites ! Quel esprit ingénieux et quelle sagacité d'Apache ! Il faut bien le croire, ce M. Ledrain, puisqu'il apporte des preuves — et des preuves en chair et en os, s'il vous plaît !

C'est comme cela : le Fourierisme est à la

hausse depuis que M. Deschanel l'a adopté et que M. Dupuy, changeant encore une fois son fusil d'épaule, s'y est rangé, à son tour. A propos, le fusil ministériel pourrait bien être, dans ce cas, un vulgaire flingot à piston. N'importe ! le Ledrain a découvert un disciple de Fourier dans le président du Conseil, et vous avouerez que cette recrue en vaut bien trois de calibre ordinaire. Cela suffit, paraît-il, pour conclure que les idées de Fourier pénètrent de plus en plus dans les cervelles de nos hommes d'Etat, afin de barrer la route au monstrueux collectivisme, dont la faillite — évidemment — est là, inévitable et fatale. C'est clair !

Donc pour avoir ratifié une décision du Conseil municipal d'Albi subventionnant la verrerie ouvrière, voilà M. Dupuy passé du côté de Fourier !

Hélas ! ouvrez l'*Economiste français* du 31 décembre dernier et vous verrez, par le même motif, le même Dupuy, qualifié de collectiviste par M. Paul Leroy-Baulieu. Vraiment, ce Dupuy dépassera bientôt la très sainte Trinité ; Fourieriste, Collectiviste... Auvergnat ; toute la lyre, quoi ! C'est de plus en plus clair.

Renvoyons dos à dos, pour s'entendre sur la vraie qualité du ministre à poigne, et M. Ledrain et M. Leroy-Beaulieu. Il nous importe peu que leur victime accidentelle, soit Fourieriste d'occasion ou collectiviste de passage, et continuons l'examen, point par point, de ce curieux article, fleuri d'aperçus originaux autant qu'émallé d'ingénieuses trouvailles, tout à l'honneur du Ledrain en question.

Après avoir passé la main sur l'échine de Dupuy, l'auteur tire les oreilles à Marx. Est-ce que cet ignorant de Marx ne s'est pas permis d'écrire un gros livre sur le capital, sans entendre un seul mot du sujet ? Voilà une sottise que ne commettra jamais M. Ledrain ! Il faut voir aussi avec quelle maestria notre pauvre Marx est exécuté. Le Capital ! le Capital ! Keksekka ? Marx rêve une société où il y aura pas de capital, Marx imagine que la valeur des objets produits réside dans la somme de travail incorporée dans la marchandise. Allons donc ! Mais alors Marx ne fait pas de différence entre l'ouvrier habile et l'ouvrier maladroit : il y en a une, pourtant, et de cette différence découle forcément un changement dans la valeur des productions. Et Marx n'a pas saisi cela !

M. Ledrain, M. Ledrain, vous raisonnez à merveille. seulement, vous avez fait comme le singe... vous avez oublié d'éclairer votre lanterne. Etes-vous bien sûr d'avoir lu Marx ? Certes, vous n'allez pas nous répondre que non : c'est pourquoi, souffrez que l'on vous dise que vous ne l'avez point compris. Ne vous offendez pas, c'est arrivé à d'autres, c'est un accident survenu à M. Deschanel, lui-même, à M. de Molinari, voire à M. Aynard.

Le capital, pour les Marxistes, n'est qu'un caractère et qu'une fonction revêtus par les moyens de production dans des circonstances sociales données, si bien que ce caractère peut disparaître sans que les moyens de production soient atteints dans leur forme réelle et leur substance. Donc, quand Marx éveille l'image d'une société sans existence de capital, cela ne signifie pas qu'il y aura suppression de la richesse acquise et des moyens d'action réalisés par le progrès, cela signifie que ces moyens d'action garderont toute leur efficacité propre, mais perdront le pouvoir, dans l'emploi social qui en sera fait, d'être des ressorts d'exploitation humaine au profit d'une minorité possédante et au détriment de la masse privée de toute propriété.

Quant à la valeur des objets produits, votre erreur est encore plus grande, ô M. Ledrain. Si la valeur n'est pas mesurée par la somme de travail humain cristallisée en la marchandise, par quoi donc voulez-vous la représenter ? Serait-ce par l'utilité ? Serait-ce par la rareté ? Serait-ce par le désir ou le besoin ?

L'utilité ? Mais alors le pain vendu quatre sous la livre va nous apparaître des centaines de fois moins utile que les truffes dont un même poids se vend un louis.

La rareté ? Mais alors la bière et le cidre

vont être plus chers que le vin, puisque la production annuelle de ce dernier est trois ou quatre fois plus considérable.

Enfin, le désir ? le besoin ? Mais alors, si je n'ai pas mangé depuis vingt-quatre heures, une livre de pain vaudra pour moi bien davantage que la même livre, pour vous, qui voudrez de diner dans le restaurant à la mode.

Si vous aviez assisté, monsieur Ledrain, à la séance de la Chambre du 24 juin 1896, vous auriez vu notre ami Guesde, démolir, d'un coup de pouce, comme un fragile château de cartes, ces conceptions puérides de la valeur, et montrer, aux applaudissements de la Chambre et au désespoir de M. Deschanel, quelque peu navré de l'aventure, qu'il ne restait pour représenter la valeur des marchandises que la somme de travail cristallisée en elles, que le temps socialement nécessaire pour les produire.

C'est la théorie de Marx, la théorie que vous n'avez pas comprise et que vous voulez aujourd'hui remplacer par le rêve généreux, mais aussi vague et aussi immatériel que généreux, éclos jadis dans le cerveau génial de Fourier.

Vous lisez bien, n'est-ce pas ? monsieur Ledrain. Je viens d'écrire « le cerveau génial » de Fourier, de celui qui est, pour vous, le Maître. C'est que les marxistes, les collectivistes, savent ce qu'ils doivent à Fourier ; ils n'ignorent pas qu'il a prédit les grandes crises pléthoriques dont souffre tous les dix ans le régime capitaliste et Marx, lui-même, n'a pas oublié de rappeler l'œuvre de préparation accomplie par le grand utopiste.

Ainsi, nul antagonisme ne peut s'élever entre l'homme du rêve socialiste et l'homme de la réalité socialiste : l'un a préparé la voie à l'autre, l'un a permis à l'autre de produire enfin la critique maîtresse de la vie économique en même temps que de concevoir, d'après les données vivantes et réelles de l'exploitation bourgeoise s'exerçant sur le prolétariat, ce que sera demain l'humanité transformée dans son mode de production et par tant, transformée dans ses idées...

Dès lors, voulant aujourd'hui, monsieur Ledrain, nous faire croire que le Fourierisme tend à dominer la lutte sociale pour lui imposer sa solution, vous allez contre toute évolution de ce siècle, vous allez contre tout le progrès mécanique et industriel et c'est comme si vous vouliez rayer de l'histoire des travailleurs et des salariés, ces cinquante dernières années de batailles et aussi ces cinquante dernières années de tyrannie capitaliste qui ont éveillé, dans les consciences ouvrières, la possibilité d'un régime social où, maîtres des moyens de production et de communication nationalisés, ils commandent aux forces productives, selon leurs besoins, au lieu d'être broyés par elles pour le luxe de quelques-uns.

Vous apparaissez comme un revenant, essayant de vivifier un passé, un lambeau du passé, qui fut glorieux, sans doute, mais qui est mort et pour lequel nous avons du respect et de l'admiration, sans vouloir pour cela le sortir du tombeau et derrière ce fantôme de rêve pousser le prolétariat.

Revenant vous apparaissez, mais revenant pour rire, monsieur Ledrain, et comme disent les enfants, revenant pas pour de bon ; vous êtes de ceux qui ne font pas peur !

J. PHALIPPOU.

Ce que vend le Travailleur

On croit, généralement, que ce que le capitaliste achète au travailleur, c'est son travail. C'est là un erreur, il importe de la dissiper — et nous ne pouvons mieux le faire qu'en traduisant dans ces lignes, les données mêmes de Marx.

Sur le marché du travail, ce qui fait directement face au capitaliste, ce n'est pas le travail, c'est le travailleur lui-même, représentation vivante de sa force de travail. « Ce que celui-ci vend, dit Marx, c'est lui-même,

« c'est sa force de travail ». *Capital*, p. 232).

Ce travail n'existe pas encore, et il ne peut exister que par la mise en action de la force de travail que représente, que contient le travailleur. Pour que le travailleur puisse être vendu, il faudrait qu'il soit réalisé, qu'il soit visible, et qu'à titre de marchandise il soit porté sur le marché. Mais « si le travailleur pouvait lui donner une existence matérielle, séparée et indépendante de sa personne, il vendrait de la marchandise et non du travail ». Marx, *Capital*, p. 231).

La force de travail réside dans l'organisme humain; elle est l'ensemble des facultés musculaires et intellectuelles que possède un individu vivant pour la création ou la production de choses utiles. « Sous ce nom, écrit Marx, il faut comprendre l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles ». (*Capital*, p. 71).

En d'autres termes, le travailleur, c'est le travail à l'état de puissance. Mais qui dit puissance de travail ne dit pas et ne peut pas encore dire travail. La force de travail se distingue de sa fonction, comme le pouvoir de digérer se distingue de la digestion, comme la machine se distingue de ses opérations. Pour qu'il y ait travail, il faut la mise en mouvement des travailleurs, ou plus exactement la mise en usage de la force de travail.

La force de travail trouve sa réalisation dans une manifestation extérieure. Elle s'affirme et se constate par le travail qui, lui-même, nécessite obligatoirement une dépense — ou une usure — des muscles, du cerveau, des nerfs, etc., de l'homme, dépense qui a besoin d'être compensée pour permettre la durée de l'existence de la force de travail.

Ce que le capitaliste trouve donc devant lui, c'est la force de travail, représentée par le travailleur. La force de travail se présente à lui, à l'état de marchandise. Mais pour qu'il puisse la mettre à son service, il faut, comme Marx le pense, que diverses conditions indispensables soient remplies préalablement.

Pour que la force de travail apparaisse sur le marché, il faut, de toute nécessité, qu'elle soit offerte ou vendue par celui qui la possède, par le travailleur. Ce dernier doit donc pouvoir en disposer comme d'une marchandise qui lui appartient en propre, être libre propriétaire de sa personne.

Il faut, d'autre part, que le travailleur ne possède pas d'autres marchandises, et qu'il soit obligé, pour vivre, de faire de sa force de travail une marchandise et de la mettre en usage en la cédant à autrui.

Dans notre mode de production capitaliste, la force de travail a, en effet, pour le travailleur, ce caractère curieux, de prendre la forme d'une marchandise qui lui appartient. Cette dernière condition exige que le travailleur soit complètement dépourvu des moyens de réaliser sa force de travail, sa puissance de travail pour et par lui-même. Il doit donc ne pas posséder les instruments et la matière de travail.

Le capitaliste et le travailleur se font face, l'un comme acheteur, l'autre comme vendeur, c'est le seul rapport qui les met tout d'abord en présence. Pour que ce rapport persiste, il faut que le travailleur ne cède que pour un temps déterminé sa force de travail. Il ne peut et ne doit jamais la céder pour toujours. S'il la vendait pour toujours, s'il aliénait, pour la durée de sa vie, sa force de travail, de libre il se ferait esclave, de marchand, il se ferait marchandise, il doit la céder temporairement à l'acheteur.

Ce qui importe, d'ailleurs, au capitaliste, pour les buts qu'il se propose, c'est de trouver sur le marché le *travailleur libre* et *libre* à tous les points de vue que nous venons d'examiner. Il s'inquiète peu de savoir comment le travailleur libre se trouve sur le marché.

Quoique je ne discute pas cette question, je peux, cependant, bien dire, avec Marx: « La nature ne produit pas, d'un côté, des possesseurs d'argent ou de marchandises, et de l'autre, des possesseurs de leurs propres forces de travail purement et simplement. Un tel rapport n'a aucun fondement naturel et ce n'est pas non plus un rapport social commun à toutes les périodes de l'histoire » (*Capital*, p. 72). En résumé, le travailleur, disposant de sa force de travail, mais ne pouvant lui-même la réaliser parce qu'il ne possède pas les choses nécessaires à sa réalisation, doit pour vivre, la céder temporairement au capitaliste, qui, lui, peut la mettre en usage pour la raison bien simple qu'il a, à sa disposition, instrument de production et matière de travail.

Dès qu'il se manifeste, dès qu'il se réalise,

le travail n'appartient pas au travailleur. Ayant vendu l'usage de sa force de travail au capitaliste, le travailleur lui laisse le droit de l'utiliser comme bon lui semble. Pour le capitaliste, d'ailleurs, le procès de production est une opération entre choses qui lui appartiennent. Conséquemment, le produit appartient, non au travailleur, mais au capitaliste. Il reste et demeure donc entendu que quand le capitaliste entre en rapport avec le travailleur, ce que celui-ci lui vend, c'est l'usage de sa force de travail, ce n'est pas son travail.

CHARLES VÉRECQUE.

Arrangement et Arbitrage

I

Les grandes Unions anglaises, depuis qu'on leur a reconnu le droit à l'existence se sont trouvées en face de ce double problème: comment résister aux prétentions du patronat et unir la classe ouvrière en une seule résistance, organisée et disciplinée?

Seules, dans le monde capitaliste, elles disposent d'une puissance suffisante pour contrebalancer toutes les ressources du patronat. Il est donc intéressant de rechercher le système suivi par le prolétariat le plus pratique et le mieux outillé, non pour l'imiter servilement, mais pour montrer combien, sans organisation politique, les Unions les plus solides peuvent tout au plus maintenir un combat ruineux et épuisant contre un ennemi, dont les forces vont tous les jours en augmentant.

La première méthode employée par l'Union pour entrer en relations avec le patronat est ce qu'on appelle: l'arrangement collectif (*Collective Bargaining*). Comme l'explique très clairement Sydney Webb, dans son livre sur la « Démocratie industrielle », dans le cas des tisseurs, la méthode est la suivante: « Il y a d'abord, dans toute l'étendue du métier (*Trade*) un agrément reconnu entre les patrons et les ouvriers, une échelle de salaires qui, bien qu'elle ne soit pas encore la même pour toute la corporation, gouverne automatiquement les salaires de plusieurs districts. »

Cette liste des salaires, dressée par les deux parties dans le procès, est le résultat d'un long travail sur les conditions du marché, une sorte de compromis entre les gains des patrons et les salaires des ouvriers. Elle a été dressée à la suite d'une enquête minutieuse faite dans chaque fabrique (*mill*) dans les districts du Nord, car l'Union des tisseurs a l'avantage d'avoir sous la main ses membres massés dans les deux comtés populeux de Lancashire et d'York, ce qui lui permet de faire sentir son pouvoir aussi bien aux patrons qu'aux ouvriers et respecter ses décisions.

La plupart des conflits qui éclatent entre patrons et ouvriers ont pour cause, non l'application d'un tarif nouveau, mais l'observation de l'ancien. En effet, tantôt les patrons se trouvent mécontents de ce contrat qui les lie et les empêche de profiter des avantages que leur offrent de nouvelles conditions du marché; tantôt ce sont les ouvriers. Mais, sauf dans les époques de crise, les deux partis sentent au fond qu'il vaut mieux s'entendre sur cette base commune, la liste des salaires, que de recommencer la lutte et se jeter dans l'inconnu.

C'est un lourd mécanisme, mais bien adapté à l'esprit du *trade-unionnisme* anglais; il est bien outillé pour discuter les conditions du commerce et du métier qu'il connaît à fond. Comme nous le montre Sydney Webb, les employés de l'Union ont à subir un examen très difficile avant d'être nommé, où toutes les questions et tous les problèmes intéressant leur métier particulier sont passés en revue. Ils se trouvent donc en mesure de discuter sur un pied d'égalité avec les patrons.

Mais ce qui montre encore mieux la défiance que les deux partis éprouvent pour ce manque de justice (*Fairness*) qui ne manquerait pas, tôt ou tard, de se manifester dans des discussions où des intérêts vitaux seraient engagés, c'est le choix de deux experts désintéressés et impartiaux, deux professionnels « dont la seule besogne est d'assurer, non l'avantage des patrons ou des ouvriers qui les emploient, mais une uniformité dans l'application de l'agrément, du contrat commun, à tous les patrons et à tous les ouvriers ». Une fois la liste dressée, le Comité composé des

deux partis, est chargé de la reviser de temps à autre, à de rares intervalles.

Mais, pour arriver à cette entente, il faut admettre ce principe: obéissance absolue des ouvriers à leurs délégués. Il y a bien parfois des révoltes, comme lors de la récente grève de Cardiff, où les ouvriers refusèrent de souscrire au tarif accepté par leurs représentants. Mais le cas est rare; et l'on voit souvent la décision acceptée en commun par les patrons et les ouvriers prendre force de loi, et s'imposer à des groupes isolés d'ouvriers qui n'ont jamais été consultés.

Ce système de contrainte est inhérent au principe même des *Trades-Unions*, elles ne peuvent fonctionner que si le public et les patrons sont persuadés qu'elles disposent d'un pouvoir absolu sur leurs membres, et que, le contrat une fois passé avec elles, il sera observé à la lettre.

Une seule Union en Angleterre est arrivée à ce degré de développement: l'Union des Tisseurs, la plus riche et la plus puissante. Les autres s'en rapprochent plus ou moins. Mais si l'on examine en détail les rouages de cette machine si compliquée, qui, de loin, paraît si puissante, on s'aperçoit qu'elle ne peut fonctionner régulièrement que pendant les temps de calme. Elle est le produit de cette période de prospérité qui dura de 1850 à 1880, quand la production anglaise dominait le monde. Alors il fallut un contrat entre ouvriers et patrons et il s'établit naturellement et presque sans secousses.

La période de crise arriva ensuite; les nouvelles Unions surgirent avec de nouvelles demandes; les patrons, de leur côté, s'organisèrent et formèrent des ligues de défense, comme nous l'avons vu avec le colonel Dyer, lors de la dernière grève des mécaniciens. L'ancien mécanisme des Unions fut reconnu insuffisant; elles aussi devaient suivre le courant de l'industrie moderne et changer ou perfectionner leurs outils. Le sentiment de l'antagonisme de classes se développa, la lutte s'intensifia et c'est ce qui explique pourquoi ce qu'on appelait « *Collective Bargaining* » le contrat commun perd de plus en plus de terrain, et comment les Unions qui, jadis n'avaient confiance que dans leur organisation, se tournent vers l'action politique en attendant qu'elles prennent possession du pouvoir.

C.

DANS L'INDUSTRIE TEXTILE

D'un rapport adressé au département d'Etat de Washington par M. Alivel, agent commercial des Etats-Unis à Roubaix, il résulte qu'on vient d'inventer une nouvelle machine à tisser qui dépasse de beaucoup en vitesse la machine Northrop et laisse loin derrière elle le fameux métier Jacquart et tous les autres métiers connus et employés jusqu'ici. Cette nouvelle machine tisse l'étoffe à raison de 100 à 175 mètres par journée et réalise une grande économie pour les employeurs, en ce sens qu'un ouvrier peut seul conduire six machines et que la force motrice nécessaire est de moitié moindre qu'à l'ordinaire.

De plus, l'étoffe sortant de cette machine paraît tissée d'un côté et tricotée de l'autre. C'est donc une nouvelle machine qui va révolutionner l'industrie textile enrichissant plus encore les employeurs et réduisant les ouvriers à des salaires qui ne leur permettent même plus de manger du pain et de boire de l'eau.

Ainsi, comme nous le constatons chaque jour, comme nous ne cessons de le répéter, tous les projets industriels, toutes les découvertes du genre humain aboutissent, en régime capitaliste, à réduire les moyens d'existence de la classe de plus en plus nombreuse des salariés.

L'AFFAIRE DREYFUS ET LE PARTI SOCIALISTE

Sous ce titre, le citoyen Gabriel Deville vient de publier dans le dernier numéro du *Devenir Social*, une intéressante étude dont nous reproduisons les dernières pages:

Jusqu'ici, je n'ai considéré que l'attitude des socialistes pris individuellement, et je répète que je ne voyais aucun inconvénient à ce qu'ils eussent, sur l'affaire Dreyfus en elle-même, des opinions différentes. Mais quelle devait être l'attitude des socialistes en tant que parti? C'est ce que je vais maintenant examiner, après avoir déclaré tout d'abord que la solution me paraissait devoir être la même qu'on crût à la culpabilité ou à l'innocence de Dreyfus.

Comme Jaurès, je pense que, nous socialistes, nous pouvons et ajouterai-je, nous devons « garder des entrailles humaines » et

« écouter le cri de la pitié ». Mais la pitié exige-t-elle qu'on abdique tout souci de la réalité, toute raison, doit-elle régner en maîtresse absolue? Plaindre est une chose, remédier ou contribuer à remédier à la situation de celui qu'on plaint est une autre chose, subordonnée, celle-là, à des conditions dont, bon gré mal gré, on est obligé de tenir compte. Or, quelle est la tâche du parti socialiste? Cette tâche peut être envisagée à un double point de vue, suivant qu'elle vise spécialement les individus ou les idées.

Au point de vue des individus, le parti socialiste — et je rappelle que je parle ici de ce que doivent faire les socialistes en tant que parti, sans m'occuper du socialisme en tant que personnes isolées et libres de leurs actions, — n'a à intervenir que pour ceux qui sont dans ses rangs ou qui appartiennent à la classe dont il est le défenseur naturel. Quelle que soit la question posée, il n'a à se préoccuper spécialement des individualités en cause que lorsque celles-ci l'intéressent directement. En dehors de ses membres et de ses clients de classe, il n'est aucun individu dont la défense individuelle puisse, en tant que parti, lui incomber.

Hors l'exception qui vient d'être faite, la caractéristique du parti socialiste est précisément de dépersonnaliser toutes les questions. De même qu'il ne se prend pas aux personnes quand il dénonce les privilèges de certains, de même ce n'est pas dans l'intérêt d'une personne qu'il a à formuler des revendications. Dans chaque cas, ce sont les intérêts généraux qui doivent déterminer ses actes.

Ainsi, en prenant comme exemple le procès Dreyfus qui, « si grave soit-il », n'était, d'après Jaurès lui-même, qu'un « incident particulier », il y avait, pour le parti socialiste, dans les épisodes de cette cause, une occasion de protester au point de vue général contre le parti pris de huis clos, contre les atteintes à la liberté de la presse et à la liberté de la défense, contre les procédés des conseils de guerre, contre l'intervention abusive de généraux ne jugeant la discipline bonne que pour leurs subordonnés, contre les velléités de dictature militaire.

Or, ce devoir, le parti socialiste l'a rempli sans restrictions. Dans son manifeste du 19 janvier, comme dans les séances de la Chambre des 13, 22, 24 janvier et 24 février, le groupe socialiste a fait seul ou presque seul entendre les protestations les plus énergiques. Dans la nouvelle Chambre, qui donc a tout de suite protesté contre la suspension du doyen Stapfer et annoncé une interpellation à ce sujet? C'est le député socialiste Zévaès.

A ces radicaux qui flétrissent la neutralité lamentable des socialistes, nous demandons de se retourner un peu du côté de leur propre parti, de dire ce que celui-ci a fait. A-t-il fait plus; a-t-il fait mieux que nous? Les faits sont là: il a fait moins. Ce qui prouve que ceux qui parlent le plus de justice, ne la pratiquent guère à l'égard des autres et n'obéissent en réalité qu'à l'esprit de secte.

Par conséquent, au point de vue des idées, le parti socialiste devait et doit toujours affirmer ses principes; à cette règle il est resté fidèle, au milieu de ce chassé-croisé qui nous a montré, défendant « les droits de l'homme », d'anciens ministres dont la carrière ministérielle s'était passée à les violer, et les violant, des ministres radicaux dont l'apologie de ces droits constituait tout le radicalisme.

En tant que Parti, le Parti socialiste n'avait pas à faire autre chose que ce qu'il a fait; il n'avait pas, notamment, quelle que fût l'opinion personnelle de chacun de ses membres, à prendre position sur le fond de la question, d'abord pour la raison fondamentale indiquée plus haut, ensuite parce que, à cause du danger de réaction militaire, il aurait, en agissant autrement, compromis la situation générale dont il doit avant tout se préoccuper.

C'est précisément parce qu'il y a eu de divers côtés des velléités de coup de force pour mettre à l'abri de toute critique les chefs cléricaux de l'état-major et les ériger en arbitres souverains des destinées du pays, c'est précisément parce qu'il y a eu là un péril trop réel que le devoir du parti socialiste était d'agir, oui, mais d'agir pour éviter ce péril et non pour le rendre inévitable.

Or, on ne saurait contester que, à tort ou à raison, la masse était en grande majorité contre les partisans de l'innocence de Dreyfus; dès lors, en se prononçant en tant que parti sur ce dernier point, en se déclarant pour l'innocence, en liant ainsi la campagne personnelle en faveur de Dreyfus à la campagne générale contre la réaction cléricale et réactionnaire, le Parti socialiste s'isolait, compromettait sa campagne générale si justifiée, rejetait du côté de ses adversaires une foule de gens qui, sans son attitude sur le fond de la question particulière, auraient été avec lui, accroissait de la sorte lui-même le péril qu'il dénonçait, à la fois for-

tifiant ceux qu'il voulait combattre et affaiblissant les possibilités de résistance.

Ce n'est pas, en effet, à soi tout seul, si résolu qu'on puisse être, qu'on tirera un pays d'un pareil danger. Pour réussir à écarter ce danger, il faut au moment décisif, avoir la masse avec soi. Et qu'on ne vienne pas objecter que ce n'est pas au Parti socialiste, Parti actuellement en minorité qui, essaye d'amener la masse à ses idées, à s'incliner devant les idées de la masse. Ce serait là, confondre deux situations très différentes.

Un Parti en voie de formation n'a que de la propagande théorique à faire; un Parti formé, arrivé à un certain degré de développement, a, à côté de cette propagande qu'il importe sans cesse de continuer; à intervenir pratiquement dans le mouvement politique du pays. Si, en matière de propagande, il n'a à se préoccuper que de ses idées, il doit, pour une intervention pratique, se préoccuper de ce qui est de nature à faciliter ou à entraver son action; et lorsque les circonstances sont telles que le concours de la plus grande partie possible de la masse est nécessaire pour une action de vie ou de mort, il lui faut bien, bon gré mal gré, tenir compte des idées de cette masse.

Un point d'appui est, dans tous les cas, indispensable: pour notre œuvre théorique, le point d'appui est l'évolution économique dont les étapes parcourues détermineront notre volonté de réalisation sans que nous perdions notre but de vue; pour toute action, mais surtout pour une action devant être immédiatement efficace, notre point d'appui, c'est la masse qui ne nous écartera qu'à la condition de n'être pas, à tort ou à raison, exaspérée contre nous. Et quand il ne s'agit de rien moins que de la faire se mettre en travers de la tentative d'une sorte de coup d'Etat, heurter de front, alors que rien ne l'exige, sa passion du moment n'est pas un bon moyen pour la persuader et l'entraîner.

Alors que rien ne l'exige, ai-je dit; je ne conseille, en effet, et n'ai jamais conseillé au Parti socialiste aucune espèce d'abdication; ce n'est pas l'abandon, c'est le respect de ses règles fondamentales que je défends, et je les défends contre ceux qui les oublient, parce qu'ils n'écotent que leur sentiment sans souci de la réalité. Parmi ceux-là sont ceux qui amplifient le but à atteindre au gré de leur crainte constante de ne pas aller en idée assez loin, et protestent lorsqu'on signale les impossibilités matérielles d'une réalisation intégrale immédiate; leur désir semble être la baguette magique qui supprime et étape et obstacles. On devient, à leurs yeux, politicien, lâcheur, que sais-je, quand on ne pense pas que le socialisme puisse imiter le Dieu de la Bible à qui il suffit de dire: « Que la lumière soit », pour que toute la lumière fût.

Ceux qui, d'habitude, systématisent la lutte des classes de la façon la plus bornée, la transformant en un manuelisme d'une étroitesse outrancière, et font intervenir arbitrairement partout cette lutte qui est un fait dont, en en prenant et en en donnant conscience, nous avons à faire un moyen d'action, mais qui n'est ni le seul fait auquel nous devions nous adapter, ni le moyen d'action que nous imposent toutes les circonstances, ceux-là, dis-je, ont fait fléchir leur intransigeance en faveur de Dreyfus.

J'ignore s'il y a eu là exception pour un homme, ou compréhension définitive qu'à côté de la lutte des classes il y a des questions d'ordre général, telles que l'application constante des garanties légales. Dans la première hypothèse, le mobile aurait été une sympathie individuelle contre laquelle je n'ai rien à dire, sauf que ce n'est pas la affaire de Parti; dans la seconde hypothèse, je ne pourrais qu'approuver le motif d'agir, tout en exprimant des réserves sur la façon d'agir.

Si nous devons toujours défendre les garanties péniblement conquises, si le parti socialiste ne doit se désintéresser de rien de ce qui est humain, il y a lieu pour ce parti de distinguer entre s'occuper de ce qui touche tous les hommes ou une catégorie d'hommes, et s'occuper de chaque homme en particulier; nous revenons ainsi aux règles fondamentales posées plus haut: en dehors de ses membres et de ses clients de classe, le parti socialiste, en tant que parti, je continue à insister là-dessus, n'a à amener que des campagnes générales, et, à cet égard, comme je l'ai rappelé, le groupe socialiste de l'ancienne Chambre a fait son devoir, et le groupe socialiste de la nouvelle Chambre, bien avant que le faussaire Henry fût démasqué, s'apprêtait à faire le sien, en dehors de divergences individuelles d'opinion sur la personnalité en cause.

Ne pas s'être prononcé, ne pas se prononcer en tant que parti en faveur de celle-ci, n'a donc jamais été, ne saurait être synonyme d'abstention de toute action. Il y avait lieu seulement, de la part du parti socialiste, à abs-

tention d'un genre d'action, de l'action à la fois maladroite et contraire à ses principes, de l'action qui écartait de lui la masse dont il avait besoin pour résister au coup de force projeté, de l'action qui, en facilitant inconsciemment la tentative dont le pays était menacé d'être victime, entraînait peut-être son effondrement comme parti constitué en même temps que l'effondrement du pays.

Et un tel risque aurait été couru pourquoi? Pas pour la moindre question de principe, pas même pour des raisons générales de légalité ou de justice, puisque, en cette matière, la campagne d'ordre général avait été entamée et pouvait être continuée, mais pour une individualité à l'égard de laquelle, si victime qu'on la suppose, le parti socialiste n'a jamais eu aucune responsabilité, même accidentelle, tandis qu'il a une responsabilité constante à l'égard du pays. Quelle excuse, quelle consolation pour un parti politique, abandonné à tort ou à raison par la masse à cause de son attitude, impuissant, dès lors, à empêcher un coup de force, de dire, après que ce coup aurait réussi, qu'il avait du moins défendu un homme envers lequel, en tant que parti, il n'avait aucun devoir à remplir!

L'action est chose excellente; mais il ne faut pas plus confondre l'action elle-même avec un genre déterminé d'action, que l'abstention de toute action avec l'abstention d'un genre d'action. Vouloir agir est bien, bien agir est mieux. Et à ceux qui ont eu l'idée, qui ne me serait pas venue, de chercher, en la circonstance, leur règle d'action dans le *Manifeste communiste*, je ferai observer que la phrase suivante, sur laquelle ils se sont appuyés: Les socialistes « combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière, mais, dans le mouvement du présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement », justifierait ma thèse, mais ne saurait justifier la leur. En effet, l'action recommandée plus haut, tout en sauvegardant l'avenir, était conforme à toutes nos règles de conduite, l'action qu'on lui opposait compromettrait l'avenir tout en s'écartant de la voie normale.

La première sauvegardait l'avenir à un double point de vue: d'abord, la campagne d'ordre général contre les illégalités, contre les juridictions exceptionnelles en temps de paix, elle permettait au parti socialiste de faire tout ce qui lui était possible pour empêcher le renouvellement d'abus scandaleux; ensuite, et surtout, en ne mêlant pas la question de réhabilitation d'un homme à cette campagne générale, elle ne froissait pas les sentiments de la masse et conservait toute son efficacité sur celle-ci contre la tentative menaçante d'un coup de force militariste et clérical. Elle avait en même temps le mérite d'être conforme à tous nos principes: le parti socialiste ne se bouchait ni les yeux, ni les oreilles, ainsi que le prétendaient ceux qui assimilaient le refus d'agir au refus d'agir comme eux, il intervenait, mais il intervenait en dépersonnalisant un débat dont le côté strictement personnel ne le concernait en rien, et en ne se préoccupant que de l'intérêt général.

La seconde, au contraire, compromettait l'avenir parce que, en ajoutant la campagne pour l'innocence de Dreyfus à la campagne d'ordre général, elle tournait la grande masse contre le parti socialiste et — cela a été vrai au moins jusqu'à l'incident Henry, sur lequel on ne pouvait pas plus compter qu'on ne peut pour vivre compter sur le gain d'un gros lot, — contribuait de la sorte à affaiblir la possibilité de résistance au coup de force mérité; ce faisant, elle s'écartait de la voie normale du parti puisqu'elle mettait celui-ci au service d'un homme dont, même innocent, la cause personnelle n'avait pas, en dehors de ce qui touchait à l'intérêt de tous et était matière à campagne générale, à être prise en main par lui.

Enfin, pour ceux qui ont songé à invoquer le précédent du Panama, c'est le premier mode d'action et non le second qui concorde avec la conduite suivie alors par le parti socialiste. Celui-ci, en effet, s'est précisément attaché à dépersonnaliser ce scandale financier. Il n'a combattu ni en faveur de telle ou telle victime particulière, ni contre tel ou tel coupable particulier, il a dénoncé, il a attaqué le régime engendrant ces vols et ces corruptions. Il a été le seul à mener une campagne d'ordre général là où les autres se livraient à des campagnes de personnalités.

En résumé, il n'y a eu dans le parti socialiste dissension que sur un seul point: le parti devait-il, en tant que parti, se prononcer pour l'innocence de Dreyfus et faire campagne en sa faveur? Quant à moi, j'ai pensé, je pense encore que non, et je viens d'expliquer pourquoi; je prétends même que telle aurait dû, telle devrait être l'opinion des membres du parti individuellement convaincus de l'innocence de Dreyfus.

Sur tout le reste, sur la campagne générale

contre les menées cléricales et militaires, tous les socialistes ont été d'accord; il n'en est pas un qui ait là-dessus voulu pour le parti, à un moment quelconque, une attitude contemplative. Ceux qui disent le contraire, se trompent; en parlant ainsi, ils font eux-mêmes ce que, avec juste raison, ils reprochent à certains officiers de faire: pour ceux-ci, l'armée c'est eux; pour ceux-là, l'action c'est leur action. Dans les deux cas il y a une confusion que rien ne justifie et qui ne justifie pas les reproches qu'on nous adresse. Avant de traiter les autres d'utopistes, peut-être serait-il bon d'avoir soi-même le souci de la réalité et de la vérité.

GABRIEL DEVILLE.

Fédération Nationale DES OUVRIERS MÉGISSIERS DE FRANCE

Cette année, la Fédération nationale des ouvriers mégissiers de France doit tenir son sixième Congrès à Graulhet. L'importance que doivent avoir ces assises de la corporation ne doit pas échapper aux Syndicats fédérés et il n'est pas trop tôt de commencer dès maintenant à s'occuper des questions à inscrire à l'ordre du jour.

Jusqu'à présent, nous sommes allés, pour ainsi dire, au plus vite pour nous organiser, nous fédérer. Il faut songer maintenant à étudier méthodiquement, à raffermir notre organisation, à la consolider par de nouvelles bases.

Notre journal mérite aussi l'attention des Syndicats si nous ne voulons pas le voir disparaître.

Les Syndicats sont donc invités à formuler leurs propositions et à nous les faire parvenir avec le développement nécessaire pour en faire comprendre le but et la portée. Nous les publierons dans le journal, les Syndicats pourront les étudier et apporter au Congrès des décisions fermes sur les questions présentées.

Le Comité fédéral fera connaître dans le prochain numéro les questions qu'il entend présenter au Congrès concernant l'organisation de la Fédération et le journal.

Le Comité fédéral.

N. B. — Adresser toutes les communications concernant la Fédération, au secrétaire du Comité fédéral, Bourse du Travail, rue de la Halle, Grenoble.

LA MISÈRE A PARIS

La population pauvre de Paris s'accroît tous les ans. La statistique bourgeoise l'atteste et l'*Economiste français* décrit, par la plume de M. Rouland, d'arrondissement en arrondissement, la progression incessante du paupérisme parisien.

Les indigents, c'est-à-dire ceux qui sont inscrits d'une façon continue sur les registres de l'Assistance et sont secourus régulièrement, soit par mois, soit par année, s'élèvent au nombre de 54,000.

Les nécessiteux, c'est-à-dire ceux qui obtiennent, en raison de circonstances particulières, des subsides momentanés, atteignent le chiffre de 76,000.

Donc, indigents et nécessiteux réunis, constituent un total de 130,000 malheureux, ayant recours pour ne pas crever de faim, à la charité officielle — véritable armée de gueux et de parias qui est loin de contenir dans ses cadres tout l'effectif de la misère se traînant lamentablement à travers la richesse et la joie de Paris.

Il est, en effet, impossible de dénombrer les misérables dont la vie ne se prolonge que grâce aux aumônes publiques et aux décimes ramassés dans la rue, et, il est aussi impossible de dire combien d'existences humaines se sauvent par la charité privée.

Si l'on examine quel âge de la vie réunit le plus d'indigents, on voit que plus du tiers des secourus a moins de 65 ans: les septuagénaires sont dans la proportion de 25 0/0 et la catégorie des vieillards ayant dépassé 80 ans ne représente que 5 0/0 du total. Ainsi plus d'un tiers de la population indigente est formé d'individus qui, n'ayant pas atteint la soixantaine, ne peuvent être qualifiés de vieillards.

Les femmes sont deux fois plus nombreuses que les hommes et cela s'explique aisément: ne sont-elles pas tous les jours exposées à perdre leur mari, ouvrier ou manoeuvre, et n'ont-elles pas beaucoup plus de difficultés que l'homme pour gagner leur vie?

Ces données statistiques ne seraient pas complètes, si l'on n'indiquait pas dans quel rapport la province fournit d'indigents et combien d'assistés sont originaires des pays étrangers. En 1836, il y eu 36,392 inscriptions à l'Assistance de malheureux venus des départements et 1039 venus de Suisse, de Belgique, d'Allemagne, etc.

Enfin, pour donner une idée encore plus saisissante de la quantité des meurt-de-faim jetés sur le pavé de Paris, signalons le nombre

de ceux qu'accueillent les refuges de nuit, d'année en année, plus fréquentés. La moyenne quotidienne des présences au refuge municipal du quai de Valmy est de 245 et au refuge de la rue du Château-des-Rentiers (hélas! ce nom est-il assez ironique!) la moyenne est de 279. Pendant l'année 1896, ces deux asiles ont donné abri à 190,203 malheureux.

Tel est le tableau de la population pauvre de la capitale. Nous n'avons pas ajouté des ombres: l'œuvre de l'exploitation capitaliste est assez noire. Et dire que devant une si grande misère, M. Rouland, dans son article de *l'Economiste français*, ne trouve qu'à s'indigner contre l'émigration des campagnes et qu'à louer une quelconque colonie de la Chalmelle « dont les résultats, avoue-t-il lui-même, ne sont pas jusqu'ici très brillants » (!)

Faut-il être aveuglé par son intérêt de classe pour ne pas voir que cette souffrance de plus de cent mille gueux dans une seule ville, n'est que le résultat du régime économique bourgeois, rejetant, après en avoir exprimé toute la substance, la chair ouvrière désormais sans force et sans énergie!

Dès lors, morte la bête, mort le venin! Mort le régime, tuée la douleur prolétarienne; tuée, pour toujours, l'atroce faim! Que l'armée des secourus et des assistés se joigne à celle des salariés de tous les bagnes industriels, des prolétaires de toutes les exploitations et les Leroy-Beaulieu verront leur société capitaliste qu'ils chérissent et défient, s'ébranler et s'écrouler sous le choc socialiste et révolutionnaire. Celle qui viendra, œuvre du quatrième état, organisé et conscient, ne sera pas l'idéale société des rêves anarchistes et des songes paresseusement libertaires, mais sera celle où les besoins de tous, socialement connus, seront satisfaits par la production collective réglée de telle sorte que la misère et la charité se seront envolées à jamais avec la poussière du régime capitaliste effondré. Et ce sera, assez pour la joie et le bonheur des hommes.

J. P.

BIBLIOGRAPHIE

Vient de paraître en brochure le compte rendu officiel du Sixième Congrès de la Fédération nationale des syndicats maritimes, tenu à Paris, les 5, 6, 7 et 8 juillet 1898.

C'est notre ami et collaborateur Charles Brunellière qui a rédigé ce compte rendu. Nous en reproduisons les dernières lignes, qui sont comme la conclusion de la brochure:

Il y a d'autant plus nécessité, d'autant plus urgence pour les marins de se syndiquer et de se fédérer, que l'industrie maritime se concentre à vue d'œil dans quelques mains par suite de l'accroissement formidable du matériel de navigation et du développement du régime capitaliste. Nulle industrie ne marche plus rapidement dans cette voie que celle des transports maritimes, car elle y est poussée par l'Etat par suite de son importance au point de vue militaire et à celui de l'expansion coloniale. Or, l'Etat devenant de plus en plus la chose, le moyen d'action de la féodalité capitaliste, il en résultera pour les marins, s'ils n'y prennent garde, le servage économique auquel s'ajouteront comme conséquences fatales le servage social et le servage politique.

Si les marins restent désunis et sans force de résistance devant l'armement capitaliste renforcé par la formidable organisation de l'Etat, ils deviendront de simples rouages de machine, ayant à peine la satisfaction de leurs besoins matériels et étant dépourvus de toute liberté, de toute satisfaction morale.

A terre, on les parquera dans de soi-disant Maisons du marin qui ne tarderont pas à se transformer en véritables casernes avec la contrainte matérielle du gendarme et la contrainte morale de l'aumônier et de la bonne sœur.

A la mer, ils seront embrigadés comme de véritables soldats et soumis à la plus déprimante des disciplines.

Avec cette militarisation, auront-ils au moins la sécurité? Ne seront-ils pas exposés à être jetés à terre sans ressources dans les pays éloignés, obligés de passer de navires en navires de nationalités diverses, perdant ainsi le droit à la pension et même jusqu'à l'espoir de finir leurs jours dans le pays natal?

Le servage et l'insécurité seront-ils donc le lot des travailleurs dont la profession est la plus pénible et la plus périlleuse!

L'avenir des marins est donc bien sombre et s'ils ne parviennent pas à sauvegarder leur situation dans la transformation de l'industrie de la marine qui s'accomplit, ce n'est pas l'eau bénite de cour des fonctionnaires du gouvernement et les témoignages de bienveillance platonique des hauts placés qui les sauveront.

C'est donc aux clairvoyants, aux conscients d'ouvrir les yeux de leurs camarades et de leur démontrer la nécessité de grouper tous les marins en une sorte de Fédération de syndicats capable de contrebalancer la puissance de l'armement capitaliste. Qu'on le sache bien et qu'on se le dise, rien ne peut arrêter le développement du régime capitaliste qui fera disparaître les entreprises privées en matière de transports maritimes comme dans toutes les formes de l'industrie humaine; mais celui-ci doit trouver partout les travailleurs organisés pour lui faire équilibre.

C'est ainsi qu'on fera sortir du régime capitaliste qui opprime, divise, et appauvrit, le régime socialiste qui libère, unit et assure le bien-être.....

LE PARTI OUVRIER

EN FRANCE

Paris

Les secrétaires et trésoriers des groupes adhérents à la Fédération de la région parisienne du Parti Ouvrier Français sont avisés qu'ils trouveront les cartes pour 1899 et les timbres du Parti chez le citoyen Langlais, trésorier, 10, rue Oberkampf.

— Agglomération parisienne. — Le vendredi 24 janvier, la commission de propagande et des délégués des groupes au Congrès régional, qui doit se tenir le 5 février prochain, se réuniront, salle Anglade, 14, rue Turbigo.

Le citoyen Albaret, trésorier de l'Agglomération parisienne mettra les cartes pour 1899 à la disposition des Groupes.

— Samedi 14 janvier, aura lieu une réunion publique, organisée par le Groupe Social-Démocrate Juif, rue des Francs-Bourgeois, 48.

Romilly-sur-Seine

Mardi dernier, 10 janvier, ont eu lieu les obsèques civiles du citoyen Péan, conseiller municipal socialiste de Romilly, et membre fondateur du Parti Ouvrier romillon.

Un nombreux cortège de camarades a suivi le convoi; l'Agglomération romillonne avait envoyé une forte délégation et une jolie couronne.

Sur la tombe, trois discours ont été prononcés, au milieu du recueillement général; le citoyen Bouhenry-Gornet a parlé au nom du groupe matérialiste anti-religieux, dont le regretté défunt était secrétaire. Ensuite le citoyen Henri Millet, prenant la parole au nom du Comité central de l'Agglomération romillonne, a retracé la vie de luttes et d'abnégation du camarade Péan, qui n'avait que trente-sept ans.

Enfin le citoyen Vasset a exprimé les regrets des collègues socialistes de Péan, qui siégeait au Conseil municipal depuis 1895, et a su y remplir fidèlement son devoir d'élu et de délégué de la population ouvrière.

La mort du citoyen Péan réduit à neuf le nombre des conseillers adhérents au Parti Ouvrier; de son côté, la majorité réactionnaire ne compte plus que douze membres, l'ancien maire, Corpelet, ayant cessé, depuis longtemps, de se présenter aux séances.

Magenta

La réunion donnée dimanche 9 janvier, à 8 heures du soir, dans la salle de l'Alcazar, avec le concours du citoyen Phalippou, a obtenu le plus vif succès.

Le camarade Grégoire est nommé président. Dans son exposé du programme socialiste du Parti Ouvrier, le citoyen Phalippou a soulevé à plusieurs reprises les applaudissements unanimes des citoyennes et des citoyens venus en grand nombre et la fin de son discours a été couvert par de chaleureuses acclamations. Les menées réactionnaires des antisémites ont été flétries vigoureusement, sans qu'aucune protestation s'élève en faveur de la bande à Drumont. Un ordre du jour approuvant les paroles du citoyen Phalippou a été voté à l'unanimité et l'auditoire s'est retiré aux cris de « A bas Rochefort! A bas la Libre Parole! Vive la Sociale! ».

Montluçon

Le Conseil municipal de Montluçon, dans sa séance du 8 janvier, a nommé le citoyen Constans, maire en remplacement de notre regretté camarade Jean Dormoy.

Le citoyen Alexandre Dormoy a été nommé adjoint en remplacement du citoyen Constans.

— Le 15 courant se réunira le Congrès cantonal des groupes du Parti Ouvrier, pour désigner le candidat du Parti à l'élection complémentaire au Conseil général.

— Un groupe de Jeunesse socialiste, qui compte déjà plus de cent membres vient de se former. Il a adhéré au Parti Ouvrier Français, dans sa réunion générale du 5 janvier, et a son siège social, rue de Damiette.

Roanne

Le Parti Ouvrier a à déplorer la mort d'un de ses meilleurs militants, le citoyen Verchère, conseiller municipal, membre de l'Agglomération roannaise.

Plus de deux mille travailleurs assistaient à ses obsèques qui ont eu lieu le 4 janvier, à trois heures de l'après-midi.

Parmi les nombreuses et magnifiques couronnes portées par des délégués et déposées sur la tombe de Verchère, citons celles du Conseil municipal, de l'Union roannaise, de la Libre Pensée, de l'Agglomération roannaise, du journal *l'Avant-Garde*, dont l'ami qui vient de disparaître avait été un des fondateurs. N'oublions pas la couronne offerte par le personnel de la mairie.

Au cimetière, des discours ont été prononcés par les citoyens Augé, au nom du Conseil municipal; Deville, au nom de l'Agglomération roannaise du Parti Ouvrier Français; et Michel, au nom de la Libre Pensée.

Béziers

Une grande manifestation démocratique a eu lieu dimanche dernier à Béziers. Elle comprenait un banquet et une conférence publique.

Le Parti Ouvrier Français y était représenté par deux de ses élus, membres du Conseil national, les citoyens Pastre et Bénézech, députés, qui ont prononcé, au banquet et à la réunion, des discours vigoureusement applaudis.

Grenoble

Les groupes grenoblois du Parti Ouvrier possèdent depuis trois semaines leur Maison du Peuple, directement administrée par eux.

C'est là qu'ils tiennent leurs réunions périodiques et que le Comité fédéral de la Fédération socialiste de l'Isère a établi le siège de la rédaction et de l'administration de son organe, le *Droit du Peuple*.

— Conformément aux statuts de la Fédération, le Parti Ouvrier de Grenoble vient de nommer ceux de ses membres qui, pour l'exercice 1899, doivent composer le Comité fédéral.

Ont été nommés les citoyens Béraud, David, Dognin, Greffier, Fay, Gaillard, Loubet, Ribaud, Petitpas.

Le citoyen Dognin a été élu secrétaire de la Fédération; le citoyen David, secrétaire-adjoint; le citoyen Loubet, trésorier; le citoyen Fay a été désigné comme administrateur du Journal.

— Le vendredi 6 janvier a eu lieu une réunion du Comité fédéral. L'élu du Parti Ouvrier de l'Isère, le citoyen A. Zévaès y assistait. Diverses mesures ont été prises concernant l'administration et l'organisation intérieure du Parti.

Bourgoin

Samedi dernier, le groupe du Parti ouvrier de Bourgoin avait organisé une conférence publique pour laquelle il avait fait appel au concours de nos amis A. Zévaès, député de l'Isère et Péronin, membre de l'Agglomération du Parti.

C'était la première conférence socialiste tenue dans ce centre essentiellement industriel. Le succès en a été considérable et il n'est pas douteux que le jeune Groupe de Bourgoin ne double avant peu le nombre de ses adhérents.

Le citoyen Gervat, membre du groupe du Parti Ouvrier de Tignieu, présidait, assisté des citoyens Dherbette et Brévizat.

Après la formation du bureau, Péronin et Zévaès prennent successivement la parole et développent le programme et la méthode organisatrice du Parti. Ils sont accueillis par d'enthousiastes applaudissements.

A l'appel du président aux contradicteurs, deux se présentent: c'est d'abord un anarchiste venu exprès de Saint-Etienne, c'est ensuite un avocat des Cercles catholiques de Lyon. Ils rivalisent de sottise et d'ignorance économique, et n'était la protection du citoyen Zévaès, l'assemblée les eût chassés de la tribune.

Au milieu d'acclamations frénétiques, le citoyen Zévaès réfute et écrase ses deux contradicteurs qu'il met dans le même sac — la métaphysique religieuse et la métaphysique anarchiste étant aussi impuissantes l'une que l'autre à résoudre le problème économique de l'heure présente.

C'est à l'unanimité que l'ordre du jour suivant a été adopté:

« Les citoyens de Bourgoin et de Jullieu, réunis le 7 janvier, au nombre d'un millier, salle de la Halle de Bourgoin,

« Après avoir entendu les déclarations socialistes des citoyens A. Zévaès et Péronin et celles de leurs contradicteurs,

« Condamnent au même titre les manœuvres anarchistes et cléricales,

« Approuvent le programme du Parti Ouvrier Français et s'engagent à le faire triompher aux cris de: « Vive la République sociale! »

— Le lendemain dimanche, les citoyens A. Zévaès et Péronin se rendaient aux Abrets, petite commune de l'arrondissement de La Tour-du-Pin, où un groupe du Parti s'est tout récemment constitué.

Des travailleurs, au nombre de 800, étaient venus à la conférence des Abrets, de toutes les communes environnantes. Là encore grand succès pour les orateurs et le programme du Parti Ouvrier.

Poligt

Notre dévoué camarade Serres (de la Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales) s'est rendu dernièrement à Poligt, où il a donné une conférence sur les « principes socialistes. »

A l'issue de cette conférence qui a eu beaucoup de succès, la constitution d'un groupe du Parti a été résolue.

La Clotat

L'inauguration du drapeau de l'agglomération ciotadenne du Parti Ouvrier Français a donné lieu le 1^{er} janvier, à la Clotat, à une imposante manifestation socialiste. Cette fête d'inauguration était d'autant plus impatientement attendue que le drapeau de l'agglomération ciotadenne du Parti Ouvrier a une petite histoire qu'il n'est pas sans intérêt de conter.

Ce drapeau a une face entièrement rouge et M. Floret, notre ineffable préfet, le jugeait séditieux. A telle enseigne que, lorsqu'il fut arboré pour la première fois, lors du Congrès de la Fédération Socialiste Départementale, il fut arraché par la police des mains du citoyen qui le portait. L'incident fut assez violent.

Les citoyens Antide Boyer, député, et Gassion, maire, protestèrent auprès du ministre de l'Intérieur et, à la suite de leurs démarches, M.

Dupuy en personne autorisa la sortie du drapeau, déclarant qu'il ne voyait rien « qui s'oppose à ce que l'exhibition de cet emblème puisse être tolérée ». C'était une petite leçon donnée à M. Floret, que nos amis de la Clotat ont fort goûtée.

Donc l'inauguration officielle a eu lieu le 1^{er} janvier.

Sur le port, au milieu des membres du Parti Ouvrier et d'une grande partie de la population le drapeau flottait fièrement au vent, tandis que la musique municipale exécutait le « Salut au Drapeau », puis aux sons d'un entraînant pas redoublé, le cortège se rend à la Mairie, où la musique exécute la *Marseillaise*. Les citoyens Gassion, maire, et Sellier, adjoint descendent sur le perron. Le maire remercie la musique municipale, salue le drapeau du Parti Ouvrier, qui a enfin le droit de cité, adresse ses souhaits de bonne année à la population et l'assure de son attachement à la République Sociale.

Le citoyen Noël, président du Parti Ouvrier remercie à son tour le maire et le citoyen Antide Boyer: il ajoute que la population pourra toujours compter sur les membres de l'agglomération pour l'affranchissement des travailleurs. Il termine au cri de: « Vive la République Sociale! répété par la foule.

Après un tour de ville, le cortège retourne au local du Parti Ouvrier. Dans la salle du rez-de-chaussée, la musique fait entendre les meilleurs morceaux de son répertoire; puis dans la salle du premier étage, un apéritif a été servi. Les citoyens Gassion et Sellier y assistaient. Des toasts ont été portés par les citoyens Noël, Gassion, maire; Sellier, adjoint; Fabre, président de la musique; Mage, chef de musique; Gaude, sous-chef; Dellestit, président du groupe artistique.

A L'ÉTRANGER

Allemagne

Les militants de la *Démocratie socialiste allemande* ont été condamnés pendant le mois de décembre dernier à un total de trois ans de maison de correction, six ans, deux mois, une semaine et un jour de prison. En outre, ils ont été frappés de 3,400 francs d'amende.

— Le Comité directeur de la *Sociale-Démocratie* donne au commencement de chaque année la liste des journaux du Parti.

Tout d'abord l'organe central quotidien, le *Vorwaerts*, et la revue scientifique hebdomadaire: *Die Neue Zeit*, puis viennent quarante-deux journaux quotidiens; seize journaux paraissant trois fois par semaine; sept journaux bihebdomadaires; six journaux hebdomadaires; un mensuel; deux journaux bimensuels humoristiques; deux éditions littéraires hebdomadaires.

Telle est la presse politique. Voici maintenant la presse professionnelle:

Un journal trihebdomadaire; vingt-neuf hebdomadaires; un journal trimensuel; vingt-un bimensuels; quatre mensuels.

Soit, en tout: cent trente-quatre organes.

— La caisse centrale du Parti a reçu pendant le mois de décembre, la somme de 11,280 fr., total de ses recettes mensuelles.

— Le deuxième Congrès national des marins s'est réuni le 9 janvier dernier, à Hambourg.

Etaient présents: les délégués de toutes les organisations maritimes; la fraction parlementaire de la *Démocratie-Socialiste* est représentée par les citoyens Metzger et Schwartz. La commission administrative des Syndicats allemands est représentée par Sabath; l'Union des ouvriers des Docks par son deuxième président Kellerman.

Se sont rendus à l'invitation de la commission de propagande du Congrès, le professeur Tonnie et le capitaine Klégin, bien connu par ses ouvrages sur la vie des marins.

L'ordre du jour du Congrès porte:

- 1° Situation des marins à bord et à terre (rapporteur: Stormer, président du Syndicat);
- 2° Code maritime (rapporteur: députés Schwartz et Metzger);
- 3° Droit de coalition (rapporteur: député socialiste von Elm).

Les autres questions à l'ordre du jour ont trait à la législation protectrice des intérêts des marins.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

La Compagnie P.-L.-M. organise, avec le concours de l'Agence des Voyages Economiques, diverses excursions permettant de visiter l'Egypte, la Palestine, la Syrie, l'Asie Mineure et Constantinople (du 8 février au 8 mars, 22 mars, 5 et 16 avril 1899).

Prix (tous frais compris): 1^{re} classe, 2,000 fr. à 3,800; 2^e classe, 1,700 fr. à 3,500 fr. suivant les itinéraires choisis.

S'adresser, pour renseignements et billets, aux bureaux de l'Agence des Voyages Economiques, 10, rue Auber ou 17, rue du Faubourg-Montmartre, à Paris.

ARGUS DE LA PRESSE

FONDÉE EN 1879

Pour être sûr de ne pas échapper un journal qui l'aurait nommé, il était abonné à *l'Argus de la Presse* « qui lit, découpe et traduit tous les journaux du monde, et en fournit les extraits sur n'importe quel sujet ».

Hector Malot (*ZYTE*, p. 70 et 323.

l'Argus de la Presse fournit aux artistes, littérateurs, savants, hommes politiques, tout ce qui paraît sur leur compte dans les journaux et revues du monde entier.

l'Argus de la Presse est le collaborateur indiqué de tous ceux qui préparent un ouvrage, étudient une question, s'occupent de statistique, etc., etc.

S'adresser aux bureaux de *l'Argus*, 14, rue Drouot, Paris. — Téléphone.

l'Argus lit 5,000 journaux par jour.

AVIS AUX FUMEURS

Demandez dans tous les Bureaux de Tabac:

LE PAPIER DES 3/8

DIX CENTIMES LE CAHIER

5 francs le cent. — Franco dans toutes les gares.

A l'adresse Commandes et Mandats à RENÉ CHAUVIN, 8, Passage Tivoli. — Paris.

Le Gérant: A. DELADERERE.

Paris. — Imp. A. Désiré, 25, rue Buffault.

LE DEVENIR SOCIAL

Revue internationale d'Economie, d'Histoire et de Philosophie

Le *Devenir social* est la seule revue française s'inspirant pleinement de la méthode économique et historique de Marx et d'Engels, ainsi, d'ailleurs, que l'indique la phrase tirée du *Capital* qui figure sur sa couverture, comme devise:

« Le mode de production de la vie matérielle domine en général le développement de la vie sociale, politique et intellectuelle. »

Le *Devenir Social* paraît mensuellement par fascicules de 96 pages, gr. in-8^o.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier de chaque année.

Abonnement annuel: France, 18 fr.; Union postale, 20 francs.

Les abonnés du *Socialiste* peuvent, toutefois, en s'adressant à l'administration du *Socialiste*, s'abonner au *Devenir Social* pour la somme de 12 francs.

Principaux articles publiés dans le

DEVENIR SOCIAL:

Paul Lafargue. — *Origine de la propriété foncière en Grèce.*

F. Engels. — *Contribution à l'histoire du christianisme primitif.*

Labriola. — *L'Université et la liberté de la science.*

Enrico Ferri. — *Les Théories sociologiques de M. Tarde.*

Pierre Lavroff. — *Le Progrès: théorie et pratique.*

G. Sorel. — *Les théories de M. Durkheim.*

Aveling. — *Les sans-travail en Angleterre.*

Karl Marx. — *La philosophie du droit de Hegel.*

Vandervelde. — *La législation ouvrière, les règlements d'atelier.*

B. Lazare. — *La cité moderne de M. Izoulet.*

Ch. Bonnier. — *Délivrance de l'art.*

Karl Kautsky. — *Le socialisme et les carrières libérales.*

Plekhanoff. — *Saint-Simon et quelques historiens du temps de la Restauration.*

B... — *La métaphysique évolutionniste de M. Brunetière.*

Zerboglio. — *L'alcoolisme: ses causes et ses remèdes.*

Conrad Schmidt. — *Le III^e volume du « Capital » de Karl Marx.*

SOMMAIRE DU DERNIER NUMÉRO DU

DEVENIR SOCIAL

Gabriel Deville. — *Le Parti socialiste et l'affaire Dreyfus.*

Benedetto Croce. — *Le Livre de M. Stammler.*

Elehard Esse. — *Le Socialisme en Pologne.*

Huysmans. — *Le Mouvement socialiste en Belgique.*

Revue des Revues.

Bibliographie.